



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.107/2
du 22 septembre 2021

advies 70.107/2
van 22 september 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
10 janvier 2002 relatif à la
gestion des sommes, titres et
valeurs au porteur reçus par un
notaire et au contrôle de la
comptabilité des notaires'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
10 januari 2002 betreffende het
beheer van de door een notaris
ontvangen sommen, effecten
en geldswaardige papieren aan
toonder en betreffende het
toezicht op de boekhouding
van de notarissen'

Le 27 août 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 2002 relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 septembre 2021. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État ayant mis son mandat à disposition, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX, conseiller d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 septembre 2021.

*

Op 27 augustus 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 betreffende het beheer van de door een notaris ontvangen sommen, effecten en geldswaardige papieren aan toonder en betreffende het toezicht op de boekhouding van de notarissen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 september 2021. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, die zijn mandaat ter beschikking heeft gesteld, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX, staatsraad, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 september 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Plusieurs des dispositions en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 'relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires' sont identiques ou très proches de celles contenues au sein de l'annexe à l'arrêté royal 'portant approbation du règlement pour l'organisation et le contrôle de la comptabilité notariale établi par la chambre nationale des notaires' qui a été transmis à la section de législation à titre d'information avec le dossier accompagnant le projet d'arrêté royal à l'examen.

On observe en effet que :

– l'article 20 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 correspond à l'article 45, alinéa 1^{er}, du règlement ;

– l'article 21 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 correspond à l'article 45, alinéa 2, du règlement ;

– l'article 22 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 correspond à l'article 47 du règlement ;

– l'article 23, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 correspond à l'article 50, § 1^{er}, du règlement.

Dans un souci de sécurité juridique, il convient de supprimer ces redondances. En effet, la mention d'une obligation identique au sein de deux textes distincts risque, à l'avenir, de créer une certaine confusion dans l'hypothèse où seul l'un de ces deux textes viendrait à être modifié.

L'arrêté en projet et le règlement seront dès lors revus afin de garantir leur articulation.

2. En outre, certains articles de l'arrêté royal en projet du 10 janvier 2002 règlent des questions également traitées par le règlement précité, mais d'une façon différente de celui-ci.

Les difficultés suivantes peuvent être relevées à cet égard :

1° L'article 24 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 recoupe partiellement l'article 43 du règlement.

Alors que l'article 24 en projet de l'arrêté ne concerne que les experts, l'article 43 du règlement concerne les experts et les membres de la commission de contrôle. Seul l'article 24 en projet de l'arrêté a, par ailleurs, été complété par une obligation de proportionnalité renforcée, conformément à la recommandation de l'Autorité de protection des données.

Les deux dispositifs doivent dès lors être revus afin d'éviter toute redondance et toute incohérence en tenant compte également du principe d'égalité et de non-discrimination.

2° L'article 26 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 recoupe partiellement les articles 54 et 55 du règlement.

L'article 26 de l'arrêté vise non seulement le refus ou l'absence de collaboration au contrôle mais également la non satisfaction d'obligations légales et réglementaires, alors que l'article 55 du règlement ne vise que le refus ou l'absence de collaboration au contrôle. Par contre, l'article 55 du règlement vise également le respect des règles relatives au Fonds notarial, tandis que l'arrêté en projet est muet sur ce point.

Les trois dispositifs doivent dès lors être revus afin d'éviter toute redondance et incohérence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, outre l'article 34*bis* de la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803) 'contenant organisation du notariat', inséré par l'arrêté royal n° 213 du 13 décembre 1935, l'alinéa 10 de l'article 33 de la même loi, inséré par le même arrêté royal n° 213, sera plus précisément visé.
2. L'historique des modifications subies par l'article 34 de la loi du 25 ventôse an XI doit être plus complètement renseigné à l'alinéa 7 du préambule.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. À l'article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté royal du 10 janvier 2002, il n'est pas nécessaire, pour faire référence à la loi du 25 ventôse an XI, de mentionner les modifications subies par celle-ci, même en se limitant à la dernière d'entre elle.

Pareille manière de procéder fige en effet cette référence à la dernière modification et oblige dès lors le Roi à adapter cet article 1^{er} chaque fois que la loi est modifiée.

Il suffit donc, à l'article 1^{er}, 1^o, du projet à l'examen, de supprimer les mots « telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 4 mai 1999 modifiant la loi du 25 ventôse an XI

contenant organisation du notariat et complétée par la loi du 4 mai 1999 complétant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, par les articles 38, § 5, 76, 1°, 78 à 85 et 95 à 112 » à l'article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté royal du 10 janvier 2002.

2. Au 2°, le quatrième tiret en projet définit le « règlement pour l'organisation et le contrôle de la comptabilité » par référence au « règlement de la Chambre nationale du 26 octobre 2017, modifié le 25 octobre 2018 et le 24 janvier 2019, pour l'organisation et le contrôle de la comptabilité notariale, approuvé par l'arrêté royal du ... portant approbation du règlement pour l'organisation et le contrôle de la comptabilité notariale établi par la Chambre nationale des notaires ».

Pour éviter de figer involontairement la référence qui est ainsi faite au règlement concerné dans sa rédaction résultant des modifications qui lui ont été apportées jusqu'au 24 janvier 2019, il convient de compléter le quatrième tiret par les signe de ponctuation et mots « , et ses modifications ultérieures ».

Article 2

1. Lorsque la Chambre nationale des notaires accorde à une chambre des notaires un droit d'accès et de traitement aux données dont elle dispose, elle effectue également un traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, points 1) et 2), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

Par conséquent, il convient d'élargir son rôle de responsable de traitement aux traitements effectués en vertu des alinéas 7 et 8 de l'article 33 de la loi contenant organisation du notariat.

L'article 1/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet sera complété en conséquence.

2. Sans préjudice de l'observation formulée sous les articles 2 et 13 du projet, il résulte de l'alinéa 5 de l'article 1/1, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 que seule la Chambre nationale des notaires est la destinataire de la liste des experts.

Dans un souci de clarté et de cohérence, dès lors qu'il résulte de l'article 1/1, § 2, en projet que c'est la commission de contrôle de la compagnie des notaires qui effectue la désignation de l'expert et qu'elle est tenue de conserver les données d'identification et de contact des experts aussi longtemps qu'ils sont susceptibles d'être désignés par elle, il convient de prévoir que celle-ci est également la destinataire de la liste des experts.

3. La précision de l'article 1/1, § 3, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 selon laquelle « les compagnies des notaires sont les destinataires des catégories de données

précitées » n'est pas claire, est contraire à la loi du 16 mars 1803 et est, en toute hypothèse, inutile.

L'article 33, alinéa 7, de la loi du 16 mars 1803 précise déjà que les Chambres des notaires (et non pas les compagnies des notaires dans leur ensemble ¹) peuvent avoir accès aux données récoltées par la Chambre nationale des notaires sur la base de l'article 33, alinéa 5, de la loi du 16 mars 1803, telles qu'elles sont précisées au sein de l'article 1/1, § 1^{er}, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002. En outre, comme cela a été évoqué au sein de l'observation précédente, le droit d'accès à la liste des experts par la commission de contrôle de la Chambre des notaires devrait être précisé au sein de l'article 1/1, § 1^{er}, alinéa 5, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002.

Conformément à l'article 76, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 16 mars 1803, ce sont les Chambres des notaires qui sont chargées du contrôle de la comptabilité des notaires et non pas les compagnies des notaires dans leur ensemble. La désignation de la compagnie des notaires en tant que responsable du traitement n'est dès lors pas pertinente.

L'article 1/1, § 3, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 sera revu au regard de ces observations.

Articles 2 et 13

Articles 1/1 et 12 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002

L'obligation de la Chambre nationale des notaires d'établir une liste d'experts pouvant être chargés du contrôle de la comptabilité des notaires est déjà prévue par l'article 12 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002.

L'article 1/1, § 1^{er}, alinéa 3, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 paraît dès lors redondant. Les alinéas 3, 4 et 5 en projet de cette disposition et l'article 12 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 gagneraient à être fusionnés.

Articles 2 et 15

Articles 1/1 et 14 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002

La règle énoncée par l'article 1/1, § 2, alinéa 2, première phrase, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 selon laquelle « [l']expert est désigné par la commission de contrôle de la compagnie des notaires » résulte déjà de l'article 14 en projet de l'arrêté du 10 janvier 2002.

Le dispositif de ces deux dispositions sera dès lors revu afin d'éviter toute redondance, dans un souci de clarté et de sécurité juridique.

¹ Le Roi n'est pas compétent au regard de l'article 33, alinéa 10, de la loi du 16 mars 1803 pour étendre l'accès aux données traitées à la compagnie des notaires dans son ensemble.

Articles 2 et 19

Articles 1/1 et 19/1 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002

1. Selon la disposition qui l'introduit, l'article 19/1 en projet se présente comme procurant une exécution à l'article 33, alinéa 5, de la loi 'contenant organisation du notariat'.

Or, l'article 33, alinéa 5, précité concerne les informations comptables visées à l'alinéa 1^{er} de la même disposition qui parviennent à la chambre nationale des notaires par le biais du flux électronique continu qu'envisage cet alinéa 5.

Les informations dont il est question à l'article 19/1 en projet ne sont pas celles envisagées à l'article 33, alinéas 1^{er} et 5, de la loi précitée, ce que confirme le fait qu'elles sont transmises « à la demande de la Chambre nationale ».

Il convient dès lors, à l'article 19/1 en projet, de remplacer les mots « Conformément à l'article 33, alinéa 5, de la loi » par les mots « Conformément à l'article 33, alinéa 6, de la loi » : l'article 33, alinéa 6, de la loi charge en effet la Chambre nationale des notaires de s'assurer du respect par le notaire de ses obligations comptables, ce qui peut impliquer des demandes d'informations de sa part aux organismes visés à l'article 19/1 en projet².

2. Au troisième tiret de l'article 19/1 en projet, la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu d'écrire « primes impayées aux compagnies s » plutôt que « primes impayées par les compagnies ».

Article 12

Afin d'éviter de laisser à penser que c'est l'ensemble de la subdivision intitulée « § 2. Des experts », en ce compris les dispositions qui la composent, qui est abrogée par l'article 12 de l'avant-projet, il y a lieu de rédiger cette disposition comme suit :

« Dans le chapitre III, section 1^{ère}, du même arrêté, l'intitulé '§ 2. Des experts' est abrogé ».

² D'après les travaux parlementaires de la loi, la collecte peut concerner « les données comptables pertinentes détenues par des tiers » (projet de loi 'portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice', exposé des motifs, *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 2259/001, p. 132).

Article 14

Article 13 en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 2002

À l'article 14, 2°, de la version française, le terme « inscrites » doit être remplacé par le termes « inscrits ».

Article 15

Afin d'assurer la concordance des deux versions linguistiques de l'article 14 en projet, les mots « des dispositions » seront omis de la version française de son alinéa 1^{er}.

Article 23

À l'article 23, § 1^{er}, seconde phrase, en projet, le terme « calendrier » est inutile et sera donc omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Verschillende ontworpen bepalingen van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 ‘betreffende het beheer van de door een notaris ontvangen sommen, effecten en geldswaardige papieren aan toonder en betreffende het toezicht op de boekhouding van de notarissen’ zijn identiek aan of stemmen sterk overeen met die welke vervat zijn in de bijlage bij het koninklijk besluit ‘houdende goedkeuring van het reglement betreffende de organisatie van en het toezicht op de boekhouding van de notarissen vastgesteld door de Nationale Kamer van notarissen’, welk besluit ter informatie aan de afdeling Wetgeving is overgezonden samen met het dossier dat bij het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit is gevoegd.

Men merke immers op dat:

– het ontworpen artikel 20 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 overeenstemt met artikel 45, eerste lid, van het reglement;

– het ontworpen artikel 21 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 overeenstemt met artikel 45, tweede lid, van het reglement;

– het ontworpen artikel 22 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 overeenstemt met artikel 47 van het reglement;

– het ontworpen artikel 23, § 1, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 overeenstemt met artikel 50, § 1, van het reglement.

Ter wille van de rechtszekerheid moeten die herhalingen vermeden worden. De vermelding van een identieke verplichting in twee onderscheiden teksten houdt immers het gevaar in dat in de toekomst een zekere verwarring zou kunnen ontstaan in het geval waarbij slechts één van die twee teksten gewijzigd zou worden.

Het ontworpen besluit en het reglement dienen derhalve aldus herzien te worden dat de onderlinge samenhang van de twee teksten gewaarborgd wordt.

2. Bovendien worden in een aantal artikelen van het ontworpen koninklijk besluit van 10 januari 2002 zaken geregeld die ook geregeld worden in het voornoemde reglement, maar op een andere manier.

In dat verband kan op de volgende problemen gewezen worden:

1° Het ontworpen artikel 24 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 overlapt gedeeltelijk artikel 43 van het reglement.

Daar waar het ontworpen artikel 24 van het besluit enkel betrekking heeft op de deskundigen, heeft artikel 43 van het reglement betrekking op de deskundigen en de leden van de commissie van toezicht. Alleen het ontworpen artikel 24 van het besluit is overigens vervuldigd met een strengere evenredigheidsverplichting, overeenkomstig de aanbeveling van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De beide bepalingen dienen derhalve herzien te worden om elke herhaling en elk gebrek aan samenhang te vermijden. Daarbij moet ook rekening gehouden worden met het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

2° Het ontworpen artikel 26 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 overlapt gedeeltelijk de artikelen 54 en 55 van het reglement.

Artikel 26 van het besluit heeft niet alleen betrekking op de weigering van of het gebrek aan medewerking aan de controle, maar ook op het niet-nakomen van wettelijke en reglementaire verplichtingen, terwijl in artikel 55 van het reglement enkel sprake is van de weigering van of het gebrek aan medewerking aan de controle. In artikel 55 van het reglement wordt dan weer het naleven van de regels omtrent het Notarieel Fonds vermeld, terwijl daarover in het ontworpen besluit niets wordt gezegd.

De drie bepalingen moeten derhalve worden herzien teneinde elke overlapping en elk gebrek aan samenhang te vermijden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Naast de verwijzing naar artikel 34*bis* van de wet van 25 ventôse jaar XI (16 maart 1803) ‘op het notarisambt’, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 213 van 13 december 1935, behoort het eerste lid ook een nauwkeurigere verwijzing te bevatten naar het tiende lid van artikel 33 van dezelfde wet, ingevoegd bij hetzelfde koninklijk besluit nr. 213.

2. In het zevende lid van de aanhef moeten de vroegere wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 34 van de wet van 25 ventôse jaar XI, nog vollediger worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Het is niet nodig in artikel 1, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002, bij de verwijzing naar de wet van 25 ventôse jaar XI, de wijzigingen te vermelden die deze wet heeft ondergaan, zelfs niet de laatste wijziging.

Indien dat wel wordt gedaan, wordt de verwijzing naar die wet immers vastgelegd als een verwijzing naar die laatste wijziging, waardoor de Koning genoodzaakt zou zijn om dat artikel 1 steeds weer aan te passen zodra de wet gewijzigd wordt.

Het is dus voldoende om in artikel 1, 1°, van het voorliggende ontwerp te bepalen dat, in artikel 1, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002, de woorden “zoals laatst gewijzigd door de wet van 4 mei 1999 tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt en aangevuld door de wet van 4 mei 1999 tot aanvulling van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, met de artikelen 38, § 5, 76, 1°, 78 tot 85 en 95 tot 112”, opgeheven worden.

2. In de bepaling onder 2°, wordt onder het ontworpen vierde streepje een definitie gegeven van “reglement organisatie en toezicht boekhouding” waarbij verwezen wordt naar “het reglement van de Nationale Kamer van 26 oktober 2017, gewijzigd op 25 oktober 2018 en 24 januari 2019, betreffende de organisatie van en het toezicht op de boekhouding van de notarissen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van houdende goedkeuring van het reglement betreffende de organisatie van en het toezicht op de boekhouding van de notarissen vastgesteld door de Nationale Kamer van notarissen”.

Teneinde te vermijden dat de verwijzing naar het betreffende reglement onbedoeld vastgelegd wordt als een verwijzing naar de versie zoals die luidt als gevolg van de wijzigingen die daarin zijn aangebracht tot 24 januari 2019, dient het vierde streepje aangevuld te worden met het leesteken en de woorden “ , en de latere wijzigingen ervan”.

Artikel 2

1. Wanneer de Nationale Kamer van notarissen aan een kamer van notarissen het recht verleent om toegang te krijgen tot de gegevens waarover zij beschikt en deze gegevens te verwerken, houdt dit ook een verwerking van persoonsgegevens in als bedoeld in artikel 4, 1) en 2), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

Bijgevolg moet haar rol als verantwoordelijke voor de gegevensverwerking verruimd worden naar de verwerkingen die plaatsvinden krachtens het zevende en achtste lid van artikel 33 van de wet op het notarisambt.

Het ontworpen artikel 1/1, § 1, eerste lid, moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. Onverminderd de opmerking die gemaakt is bij de artikelen 2 en 13 van het ontwerp, vloeit uit het vijfde lid van het ontworpen artikel 1/1, § 1, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 voort dat de lijst van deskundigen alleen bedoeld is voor de Nationale Kamer van notarissen.

Aangezien uit het ontworpen artikel 1/1, § 2, voortvloeit dat de commissie van toezicht van het genootschap van notarissen de deskundigen aanstelt en dat zij de identificatie- en contactgegevens van de deskundigen bewaart zolang zij door de commissie van toezicht aangewezen kunnen worden, dient ter wille van de duidelijkheid en de samenhang bepaald te worden dat de lijst van deskundigen ook voor haar is bedoeld.

3. De precisering in het ontworpen artikel 1/1, § 3, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 volgens welke “de genootschappen van notarissen (...) de ontvangers [zijn] van de categorieën van voornoemde gegevens” is niet duidelijk. Ze is ook strijdig met de wet van 16 maart 1803 en is hoe dan ook zinloos.

In artikel 33, zevende lid, van de wet van 16 maart 1803 wordt reeds gesteld dat de Kamers van notarissen (en niet de genootschappen van notarissen in hun geheel¹) toegang hebben tot de gegevens die door de Nationale Kamer van notarissen verzameld worden op grond van artikel 33, vijfde lid, van de wet van 16 maart 1803, welke gegevens gepreciseerd worden in het ontworpen artikel 1/1, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002. Zoals reeds gesteld werd in de voorgaande opmerking zou in het ontworpen artikel 1/1, § 1, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 bovendien vermeld moeten worden dat de commissie van toezicht van de Kamer van notarissen recht heeft op toegang tot de lijst van deskundigen.

Overeenkomstig artikel 76, eerste lid, 5°, van de wet van 16 maart 1803, zijn de Kamers van notarissen belast met het toezicht op de boekhouding van de notarissen en niet de genootschappen van notarissen in hun geheel. De aanwijzing van het genootschap van notarissen als verantwoordelijke voor de verwerking gaat dus niet op.

Het ontworpen artikel 1/1, § 3, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 moet herzien worden in het licht van die opmerkingen.

¹ Artikel 33, tiende lid, van de wet van 16 maart 1803 verleent de Koning niet de bevoegdheid om de toegang tot de verwerkte gegevens te verruimen tot het genootschap van notarissen in zijn geheel.

Artikelen 2 en 13

Ontworpen artikelen 1/1 en 12 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002

Dat de Nationale Kamer van notarissen een lijst van deskundigen moet opmaken die met het toezicht op de boekhouding van de notarissen kunnen worden belast, staat reeds in het ontworpen artikel 12 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002.

Het ontworpen artikel 1/1, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 lijkt derhalve overbodig. Het verdient dan ook aanbeveling om het derde, vierde en vijfde lid van die bepaling en het ontworpen artikel 12 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 samen te voegen.

Artikelen 2 en 15

Ontworpen artikelen 1/1 en 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002

De regel vervat in het ontworpen artikel 1/1, § 2, tweede lid, eerste zin, van het koninklijk besluit van 10 januari 2002 volgens welke “[d]e deskundige wordt aangewezen door de commissie van toezicht van het genootschap van notarissen” vloeit reeds voort uit het ontworpen artikel 14 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002.

Het dispositief van beide bepalingen dient derhalve, ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid, aldus te worden herzien dat elke overlapping vermeden wordt.

Artikelen 2 en 19

Ontworpen artikelen 1/1 en 19/1 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002

1. Luidens de bepaling waarbij het ontworpen artikel 19/1 wordt ingevoegd, zou dat artikel uitvoering geven aan artikel 33, vijfde lid, van de wet ‘op het notarisambt’.

Het voornoemde artikel 33, vijfde lid, heeft echter betrekking op de boekhoudinformatie waarvan sprake is in het eerste lid van hetzelfde artikel, welke informatie aan de Nationale Kamer van notarissen wordt bezorgd “op een elektronische en permanente wijze” zoals bepaald in dat vijfde lid.

De informatie waarvan sprake is in het ontworpen artikel 19/1 is niet die welke bedoeld wordt in het voornoemde artikel 33, eerste en vijfde lid, van de voornoemde wet, wat bevestigd wordt door het feit dat die informatie “op verzoek van de Nationale Kamer” wordt overgezonden.

In het ontworpen artikel 19/1 dienen derhalve de woorden “Overeenkomstig artikel 33, vijfde lid, van de wet” vervangen te worden door de woorden “Overeenkomstig artikel 33, zesde lid, van de wet”: bij artikel 33, zesde lid, van de wet wordt de Nationale Kamer van notarissen immers belast met het toezicht op het naleven van de boekhoudkundige

verplichtingen van de notaris, waardoor deze aan de instanties bedoeld in het ontworpen artikel 19/1 een verzoek om inlichtingen kan richten.²

2. Met betrekking tot het derde streepje van het ontworpen artikel 19/1 rijst de vraag of er niet eerder “achterstallige premies aan de maatschappijen” geschreven moet worden in plaats van “achterstallige premies door de maatschappijen”.

Artikel 12

Teneinde te vermijden dat de indruk zou ontstaan dat de hele onderverdeling met als opschrift “§ 2. Deskundigen”, met inbegrip van de bepalingen van die onderverdeling, opgeheven wordt bij artikel 12 van het voorontwerp, dient die bepaling als volgt te worden gesteld:

“In hoofdstuk III, afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt het opschrift “§ 2. Deskundigen”, opgeheven.

Artikel 14

Ontworpen artikel 13 van het koninklijk besluit van 10 januari 2002

In de Franse tekst van artikel 14, 2°, dient het woord “inscrites” vervangen te worden door het woord “inscrits”.

Artikel 15

Om ervoor te zorgen dat de twee taalversies met elkaar overeenstemmen, dienen in de Franse tekst van het ontworpen artikel 14, eerste lid, de woorden “des dispositions” te worden weggelaten.

² Volgens de parlementaire voorbereiding van de wet kan het verzamelen betrekking hebben op “de pertinente boekhoudgegevens in het bezit van derden” (wetsontwerp ‘houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, memorie van toelichting, *Parl. St.* Kamer 2016-17, nr. 2259/001, 132).

Artikel 23

In het ontworpen artikel 23, § 1, tweede zin, is “kalender” in het woord “kalenderdagen” overbodig. Dat woorddeel moet dus worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT AYANT MIS
SON MANDAT À DISPOSITION – DE VOORZITTER
VAN DE RAAD VAN STATE, DIE ZIJN MANDAAT
TER BESCHIKKING HEEF GESTELD

Esther CONTI

Jacques JAUMOTTE